

C. G. 1886

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

CONSEIL GÉNÉRAL

SESSION ORDINAIRE

Séance du 16 août 1886.

PRÉSIDENCE DE M. X. CAILLET.

Conformément aux dispositions des articles 22 et 25 du décret du 28 décembre 1885 portant institution d'un Conseil général dans les Établissements français de l'Océanie, le Conseil général, élu le 13 juin 1886, est réuni dans la salle ordinaire de ses réunions, le 16 août 1886, à 3 heures de relevée, sous la présidence de son doyen d'âge, M. Caillet, le plus jeune membre, M. Texier, remplissant les fonctions de secrétaire.

Sont présents : MM. Bonet, Caillet, Cardella, Gaudin, Laharrague, Langomazino, Lentzen, Merthes, Tuli Salmon, Texier, Viénot, Wilmot.

Sont absents : MM. Lévy, Liais, Manson.

M. le Gouverneur, en présence des autorités civiles et militaires, convoquées en vertu d'une dépêche de M. le Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la marine et des colonies en date de février 1886, prononce le discours d'ouverture et ouvre la session du Conseil général.

Discours de M. le Gouverneur.

MESSIEURS LES CONSEILLERS GÉNÉRAUX,

Je me réjouis du concours de circonstances qui me procurent l'honneur d'inaugurer les travaux du premier Conseil général institué par décision du Gouvernement métropolitain.

J'en suis d'autant plus heureux, que les électeurs qui ont pu exprimer leur volonté en toute liberté dans le scrutin du 13 juin, ont porté leur choix sur ceux de leurs concitoyens qui se recommandaient le plus par leurs lumières, leur expérience et leur patriotisme. Plusieurs d'entre vous ont déjà donné, au Conseil colonial et

au Comité des finances, la mesure de leur libéralisme, de leur indépendance, de leur dévouement au pays et de leur aptitude aux affaires publiques; les procès-verbaux des délibérations de ces conseils l'attestent hautement. Tout le monde a compris que la composition du premier Conseil général exercerait une influence décisive sur le sort de l'institution et particulièrement sur l'avenir de la colonie.

La satisfaction que me donne le résultat du scrutin du 13 juin est tempérée, toutefois, par le regret que j'ai de n'apercevoir au milieu de vous aucun Tahitien d'origine; cette population intelligente et libre, si française par le caractère et par le cœur, qui avait ses assemblées législatives alors que des peuples civilisés obéissaient à des lois votées dans l'ombre et le silence, n'a envoyé aucun des siens pour la représenter au sein de l'assemblée locale. Il faut sans doute attribuer cela, non pas à l'indifférence de nos concitoyens indigènes pour les institutions nouvelles dues à l'initiative libérale du gouvernement de la République—l'affluence des électeurs autour des urnes atteste le contraire—mais bien plutôt à cette disposition législative qui déclare seuls éligibles les citoyens « sachant parler, lire et écrire le français ». Or les indigènes remplissant cette condition sont rares: ils ignorent notre langue, parce qu'on n'a pas eu soin de la leur enseigner. Pourtant, depuis plus de quarante ans, le drapeau civilisateur de la France flotte sur ce pays, et dans ces vingt-cinq dernières années seulement, la colonie a consacré près de deux millions de francs aux dépenses d'instruction publique. Il y a là, Messieurs, un enseignement grave digne de vos méditations au début de vos travaux.

Par l'application des deux décrets organiques du 28 décembre 1831, cette colonie se trouve dotée de institutions libérales qui régissent nos plus anciennes possessions d'outre-mer. L'un, concernant le gouvernement de nos établissements, est venu combler une lacune, souvent signalée, en déterminant d'une manière précise les pouvoirs du Gouverneur et ceux des Chefs d'administration ou de service. Pendant de longues années, en effet, votre unique constitution locale était inscrite dans l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843, ainsi conçu: « Le Gouverneur est autorisé à faire tous règlements ou arrêtés nécessaires à la marche du service administratif comme à l'intérêt du bon ordre et de la sûreté de la colonie, et à déterminer, pour la sanction de ses arrêtés, les pénalités que réclameraient l'urgence et la gravité des circonstances. Il ne pourra toutefois, si ce n'est en cas de guerre, établir des peines afflictives et infamantes. »

Il est vrai qu'après avoir prescrit l'application à tous les Etablissements de l'Océanie de l'ordonnance du 28 avril 1843 sur l'administration des Marquises, par le décret du 14 janvier 1860, le Ministre de la marine et des colonies recommandait au Commandant de Tahiti de prendre pour guide les dispositions de l'ordonnance du 27 août 1828 sur le gouvernement de la Guyane, sensiblement modifiée pour être appliquée à la Nouvelle-Calédonie: « Mon intention, lisons-nous dans la dépêche ministérielle du 26 juin 1860, n'est pas de vous faire une obligation aussi étroite de l'exécution des dispositions introduites dans l'instruction dont il s'agit. Mais je désire que vous vous inspiriez des principes qui y sont posés, et que vous en fassiez l'application à notre Etablissement de Tahiti, en tant que vous le jugerez conciliable avec les besoins qui lui sont propres. »

Vous le voyez, Messieurs, les dispositions draconiennes de l'ordonnance du 28 avril 1843 sont maintenues, appliquées à Tahiti et complétées par la faculté laissée à un seul homme de faire les lois en s'inspirant de certains principes, *sans la seule réserve de ne pas appliquer des peines afflictives et infamantes*. Tel était le pouvoir accordé au préteur romain de rendre un « édit perpétuel », à son entrée en charge, pour annoncer la jurisprudence qu'il suivrait en prenant pour base la loi des XII Tables. Seulement la perpétuité de l'édit était annuelle comme la préture, car chaque préteur publiait son édit, tandis que, plus heureux que les citoyens romains, vous n'avez eu que treize commandants ou gouverneurs titulaires depuis 1860, c'est-à-dire en 26 ans. Votre législation locale n'en est pas moins incohérente, confuse, incertaine; bien des arrêtés qu'on continue d'appliquer ont cependant été abrogés implicitement par suite de la promulgation régulière dans la colonie du Code pénal métropolitain.

En plaçant Tahiti sous la souveraineté directe de la France, la loi du 30 décembre 1880 « en théorie pour effet d'y rendre applicables toutes nos lois *ipso facto*. Mais quelles sont ces lois? celles de la métropole ou celles des colonies? La discussion parlementaire ne nous éclaire pas sur ce point. Le moment est venu, Messieurs, de refondre votre législation locale pour la mettre en harmonie avec les principes nouveaux, et de rechercher quelles sont les lois françaises auxquelles chacun est tenu d'obéir; les magistrats eux-mêmes ont souvent à se demander si une loi ou un décret est exécutoire dans ce pays.

Le second décret, en instituant un Conseil général dont tous les

membres sont élus par le suffrage universel, substituée à un régime autoritaire et suranné, le régime de l'administration du pays par le pays lui-même. Vous avez la bonne fortune, Messieurs, de posséder déjà toutes les libertés que nos anciennes colonies ont dû conquérir une à une, et après des luttes nombreuses. Cet acte consacré pour vous le droit, inscrit dans le sénatus-consulte de 1856, de régler votre régime économique et commercial au mieux de vos intérêts.

Cette franchise commerciale des colonies a été vivement attaquée dans ces derniers temps, comme elle l'avait déjà été en 1875 et comme elle le sera encore, au nom de prétendus intérêts nationaux; mais elle a heureusement trouvé un défenseur éloquent et convaincu dans l'honorable rapporteur du budget des colonies, M. de Lanes-san nous apporte l'appui de sa haute autorité, de son talent et de la passion qu'il met au service des causes qu'il croit justes. Les colonies, d'ailleurs, toujours prêtes à apporter à la mère-patrie leur contingent de dévouement, de sacrifices, et à lui payer l'impôt du sang à la seule condition que le Parlement les y autorise, ne veulent pas plus de privilèges pour elles que contre elles; elles ne demandent que la liberté. Resserrer le lien politique qui les rattache indissolublement à la France; tendre sagement, progressivement vers l'autonomie financière, administrative même, tel me paraît être le *desideratum* de la plupart d'entre elles, parmi lesquelles je compte la vôtre. Le décret organique du Conseil général est un premier pas dans cette voie; cet acte est un témoignage indéniable de la bienveillance du Gouvernement de la République. Vous saurez reconnaître cette haute marque de sollicitude et d'intérêt, en vous attachant exclusivement à faire les affaires de la colonie sans aucune autre préoccupation, en échange de vos débats les discussions irritantes et stériles, pour vous renfermer dans le cercle des intérêts locaux qui présentent un champ assez vaste à votre activité et à votre ambition; sur ce terrain, vous serez toujours unis et, pourtant, forts.

L'accord entre l'Administration et la Représentation locale n'est pas moins indispensable à la prospérité de la colonie; cet accord ne peut manquer d'exister si l'une et l'autre prennent pour règle de leurs actes la légalité, la justice; pour mobiles, le progrès, la liberté, le bien public, et l'intérêt du pays pour unique objet de leurs aspirations. Je ne doute pas qu'à ces conditions l'entente ne s'établisse entre vous et la nouvelle administration qui, dans quelques jours, sera placée à la tête de la colonie. M. Lacascade, votre nouveau

Gouverneur, est un homme capable, laborieux, libéral; ses services distingués dans les positions élevées qu'il a successivement occupées sont trop connus de tous pour que j'aie besoin de les rappeler devant vous; vous ne tarderez pas à apprécier ses qualités administratives. Je l'ai vu à l'œuvre pour avoir été son collaborateur pendant dix-huit mois; je puis affirmer que, lorsqu'il a quitté l'Inde, son départ y a été unanimement regretté. Cet accord, d'ailleurs, est recommandé en ces termes dans la dépêche ministérielle du mois de février :

« Vous accepterez sans arrière-pensée, Monsieur le Gouverneur, l'organisation nouvelle. En respectant les droits qui vont appartenir à la représentation locale, vous maintiendrez avec une sage fermeté ceux du gouvernement de la métropole dont vous êtes le représentant. »

« Vous donnerez en même temps au Conseil général le concours qu'il attend certainement de vous pour l'aider et le guider dans ses travaux. »

Ce concours de vous sera pas marchandé par le nouveau Chef de la colonie, dont l'habileté traversera de quoi s'exercer lorsque vous vous occuperez d'apporter les améliorations nécessaires dans les différents services publics et de pourvoir les archipels d'une administration moins rudimentaire, avec les faibles ressources dont vous pourrez disposer. Il faudra faire beaucoup de choses avec peu d'argent; le succès n'en sera que plus honorable, pour vous comme pour l'Administration.

Quelle est la situation des finances au moment où leur gestion va être confiée aux mandataires élus de la population? Telle est évidemment la première question que nous avons à examiner ensemble.

D'après le décret financier du 20 novembre 1882, le compte administratif de l'exercice 1883, c'est-à-dire le 30 juin, doit être présenté au Gouverneur en Conseil le 30 septembre, puis soumis au Conseil général dans sa session ordinaire. Ce décret suppose donc que trois mois au moins sont nécessaires pour la préparation de ce travail, et que la session ordinaire ne s'ouvre pas avant le mois d'octobre, ce qui a eu lieu effectivement jusqu'ici dans toutes les colonies. En empruntant à la loi métropolitaine la date de la session ordinaire du Conseil général en tout, les auteurs du décret du 28 décembre ont oublié que la clôture de l'exercice pour le budget départemental a lieu deux mois plus tôt que dans les colonies, c'est-à-dire le 30 avril. L'Administration ne peut donc pas vous mettre sous les yeux les résultats définitifs et détaillés de l'exercice 1883, ce qui est

pourant d'une grande utilité dans la préparation et le vote d'un budget ; mais je suis en mesure de vous faire connaître, *grossa-modo*, ce que la colonie a reçu et payé pendant la durée de l'exercice clos le 30 juin dernier.

Les recettes avaient été évaluées à 1.244.999 fr. 50 c. Les recouvrements effectués se sont élevés à 1.197.397 fr. 48 c. ; si l'on y ajoute 36.599 fr. 43 c. de restes à recouvrer reportés au compte de l'exercice 1886, on obtient la somme de 1.233.996 fr. 91 c., qui représente le montant des droits constatés. Le montant des titres émis au profit de la caisse coloniale est donc inférieur de 11.002 fr. 59 c. au chiffre des provisions.

Les paiements effectués ont atteint la somme de 1.142.984 fr. ; il faut y ajouter 64.000 fr., montant approximatif des restes à payer reportés sur l'exercice courant, ce qui porte le total des dépenses réelles à 1.206.984 fr. 56 c.

En résumé, de la comparaison des recettes réalisées (1.197.397 fr. 48 c.) et des paiements effectués (1.142.984 fr. 56 c.) résulte un excédant de 54.412 fr. 92 c. à verser à la caisse de réserve, dont l'avoir (159.516 fr. 83 c.) sera, par suite, porté à la somme de 213.928 fr. 75 c.

Mais il y a lieu de remarquer que cette situation n'est qu'apparente. En effet, si l'on peut encore rentrer une dizaine de mille francs sur les restes à recouvrer de l'exercice 1885, cet exercice nous laisse des restes à payer s'élevant approximativement à 64.000 fr. et qui sont reportés sur l'exercice courant. En réalité, les recettes et les dépenses de l'exercice clos le 30 juin se balancent, ce qui ramène la caisse de réserve à son encaisse de 159.516 fr. 83 c.

Les prévisions des recettes inscrites aux budgets des dépenses étaient exagérées et sont la cause du déficit qui s'est produit ; ce sont les excédants obtenus, en compensation, sur quelques articles du budget de Tahiti et Moorea, notamment l'octroi de mer, qui ont rétabli l'équilibre.

Je dois ajouter que la somme de 159.516 fr. 83, qui constitue votre réserve, est elle-même engagée en grande partie. Il faut en déduire : 1° la somme de 44.700 fr. 83 dont le prélèvement a été autorisé pour l'exécution de travaux extraordinaires (cale de halage, rétablissement de la route de commerce entre Papeete et Faaa), lesquels ont été adjugés ou sont en voie d'exécution ; 2° celle de 54.000 fr. au moins, représentant les restes à recouvrer d'exercices antérieurs (1881, 1882, 1883 et 1884), et qui seront forcément passés en dégrèvements ; soit un total de 99.700 fr., ce qui

ramène la situation réelle de la caisse de réserve à la somme fort modeste de 60.816 fr. 83 c.

Ce serait de la témérité que d'essayer de vous fournir des données exactes, dès à présent, sur les résultats probables de l'exercice courant ; ces résultats ne peuvent être calculés approximativement que dans les derniers mois de l'année. Mais tout me fait craindre que l'exercice ne se solde en déficit : il y aura, comme toujours, des crédits qui ne seront pas employés en totalité, mais ces sommes restant disponibles ne compenseront malheureusement pas les pertes que nous éprouverons dans les recettes. D'abord, dans les dépenses, les recettes effectuées seront, cette année encore, inférieures de 45,000 fr. peut-être aux prévisions budgétaires qui ont été mal entendues ; ensuite les droits d'octroi de mer, à eux seuls, nous laissent, pendant les six premiers mois de l'année, un déficit de près de 50,000 fr. En admettant un notable accroissement pendant les derniers six mois, il paraît certain que nous ne rattrapons pas les 50,000 fr. perdus.

Des ordres ont été donnés pour restreindre les dépenses dans les limites possibles ; l'esprit d'économie sera apporté dans l'emploi des crédits affectés aux besoins des divers services ; mais les économies possibles ne seront pas suffisantes, je le crains, pour compenser les diminutions des recettes ; aux recettes réalisées, il faudra probablement ajouter la faible réserve de la caisse de prévoyance pour faire face aux charges du budget de l'exercice courant.

Le projet de budget que M. le Directeur de l'Intérieur vous soumettra pour 1887 s'élève, en recettes, à la somme de 1,043,143 fr., inférieure de 136,857 fr. aux prévisions de l'exercice courant, et, en dépenses, à celle de 967,287 fr. 06, non compris les travaux ordinaires de maintenance, pour lesquels il ne reste disponibles que 78,856 fr. 94. Or le montant de ces travaux au budget de l'exercice courant s'élève à la somme de 168,020 fr., dans laquelle les travaux d'entretien entrent pour plus de 100,000 fr. En résumé, les prévisions des recettes sont bien inférieures aux dépenses présumées nécessaires à la marche des services publics ; nous nous trouvons en face d'un déficit.

Je vous ai montré, Messieurs, les recettes et les dépenses de l'exercice 1885 se balancent, l'équilibre pouvant s'établir entre les recettes et les dépenses de l'exercice 1886 au moyen d'un emprunt suprême à la caisse de réserve ; vous venez de voir qu'au projet de budget de 1887 les dépenses présumées dépassent les prévisions des

fait entre deux systèmes, qui ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients, répond aux légitimes besoins de l'industrie, du commerce et du Trésor public, et par conséquent s'il y a lieu de le maintenir ou de le modifier. »

Lorsque l'Administration vous aura soumis le résultat des études de la Commission, vous pourrez aborder utilement la discussion du budget.

Messieurs les Conseillers généraux,

Il n'y a pas encore un an que je suis au milieu de vous; je me livrais à l'examen de vos besoins et de vos ressources; j'étais en train d'accomplir la période d'étude, préliminaire indispensable de toutes réformes sérieuses et appropriées au pays au lieu d'être empruntées à d'autres colonies, et déjà je suis obligé de vous quitter. Je conserverai le plus profond souvenir de votre pays, de sa population honnête et hospitalière; de loin comme de près, je suivrai avec le plus vif intérêt l'heureux développement de vos progrès. Je fais les vœux les plus ardents pour que vos travaux soient féconds en résultats, pour que vous fassiez pénétrer dans les services publics et dans l'esprit des populations des principes d'ordre, de liberté, de progrès, qui sont la base des institutions républicaines. Je désire, si jamais les hasards de ma carrière me ramènent dans votre beau pays, vous retrouver en pleine jouissance des avantages que l'ouverture prochaine du canal de Panama réserve à l'Océanie Orientale. Je ne puis contempler votre belle rade sans songer à la fortune du rocher de Singapore.

La métropole vous aidera; vous ne ferez pas un vain appel à sa bienveillance et à sa générosité; elle vous promet déjà un bassin de radoub, un arsenal; mais elle fera bien de se hâter de passer de la période d'étude à la période d'action. Nous lui rappellerons le conseil tombé de la plume du fabuliste :

« Rien ne sert de courir, il faut partir à point. »

En tous cas, le Gouvernement de la République prend les mesures nécessaires, vous le savez, pour que, sur la grande ligne maritime que créera l'œuvre du Grand Français, les navires soient obligés de relâcher à l'ombre de notre pavillon.

Ayez confiance dans la République; c'est elle qui a appelé les colonies à la vie politique et qui leur accorde chaque jour une liberté nouvelle; c'est elle qui vient d'enrichir notre empire colonial

des plus beaux fleurons de sa couronne : le Tonquin, Madagascar, le Congo.

Messieurs les Conseillers généraux, votre session de 1886 est ouverte.

Vive la France!

Vive la République!

Vive la Colonie!

M. le Gouverneur est reconduit par le Bureau, qui entre ensuite en séance.

M. le Président Guillet propose au Conseil de procéder à la nomination du Bureau, ainsi qu'il est dit en l'article 25 du décret organique précité.

M. Texier demande, au préalable, la parole.

M. Texier. — « Messieurs les conseillers, avant de nommer notre Bureau, je crois devoir protester contre la présence à cette assemblée de M. Viénot, comme ministre d'un culte subventionné — son élection ayant été, par cette raison, annulée par le tribunal du contentieux. Je n'ignore pas que M. Viénot s'est pourvu devant le Conseil d'Etat, mais ce pourvoi n'est pas suspensif d'exécution, et la présence d'un ministre d'un culte subventionné parmi nous ne peut être acceptée par le Conseil. »

« Le décret organique de décembre 1885 qui nous régit est muet à cet égard, aussi bien que la loi du 10 août 1871, relative aux Conseils généraux, qui est en vigueur dans la métropole et dont notre décret n'est qu'une copie. Mais, en l'absence de dispositions spéciales, j'estime que nous devons nous en tenir aux prescriptions de l'article 76 du décret du 5 août 1881, qui dit que le pourvoi en Conseil d'Etat n'est pas suspensif d'exécution. »

« Il y a donc lieu d'appliquer la décision du tribunal du contentieux, et M. Viénot ne doit pas siéger parmi nous, son titre étant une cause d'incapacité dans le ressort de Tahiti et une cause d'incompatibilité partout ailleurs. Une majorité acquise avec sa voix serait une majorité nulle. »

M. le Président. — « Dois-je passer au vote pour la nomination du Bureau? Ignorez-vous mes pouvoirs de Président, comme doyen d'âge, m'autorisent à mettre aux voix la proposition de M. le conseiller Texier? »

La question, soumise au Conseil, est adoptée. En conséquence, le Conseil statuera sur l'opportunité de la présence de M. Viénot.

« M. Viénot. — « Messieurs, j'ai été convoqué par M. le Directeur de l'Intérieur; je suis, comme vous, membre de cette assemblée, et j'ai le droit de prendre part à vos délibérations. L'article 17 du décret organique me donne le droit d'opter dans les trois jours qui suivront l'ouverture de la session pour telle circonscription que bon me semblera; et, en cas de contestation, ce ne serait que dans les trois jours